

498098-2026 - Wettbewerb

Frankreich – Versicherungen – PRESTATIONS DE SERVICES D'ASSURANCES DOMMAGE-OUVRAGE ET ASSURANCE TOUS RISQUES CHANTIER - RESPONSABILITE CIVILE POUR L'OPERATION DE CONSTRUCTION D'UN EQUIPEMENT MULTICULTUREL A GRIGNY
OJ S 137/2026 20/07/2026

Auftrags- oder Konzessionsbekanntmachung – Standardregelung
Dienstleistungen

1. Beschaffer

1.1. Beschaffer

Offizielle Bezeichnung: CA GRAND PARIS SUD SEINE ESSONNE SENART

E-Mail: commande.publique@grandparissud.fr

Rechtsform des Erwerbers: Einrichtung des öffentlichen Rechts

Tätigkeit des öffentlichen Auftraggebers: Allgemeine öffentliche Verwaltung

2. Verfahren

2.1. Verfahren

Titel: PRESTATIONS DE SERVICES D'ASSURANCES DOMMAGE-OUVRAGE ET ASSURANCE TOUS RISQUES CHANTIER - RESPONSABILITE CIVILE POUR

L'OPERATION DE CONSTRUCTION D'UN EQUIPEMENT MULTICULTUREL A GRIGNY

Beschreibung: PRESTATIONS DE SERVICES D'ASSURANCES DOMMAGE-OUVRAGE ET ASSURANCE TOUS RISQUES CHANTIER - RESPONSABILITE CIVILE POUR

L'OPERATION DE CONSTRUCTION D'UN EQUIPEMENT MULTICULTUREL A GRIGNY

Kennung des Verfahrens: b4d025ec-1793-420b-8793-655e0bebb62f

Interne Kennung: 2026M037

Verfahrensart: Offenes Verfahren

Das Verfahren wird beschleunigt: nein

2.1.1. Zweck

Art des Auftrags: Dienstleistungen

Haupteinstufung (cpv): 66510000 Versicherungen

Zusätzliche Einstufung (cpv): 66515000 Schaden- oder Verlustversicherungen, 66513200

Bauwesenversicherungen

2.1.2. Erfüllungsort

Land, Gliederung (NUTS): Essonne (FR104)

Land: Frankreich

2.1.3. Wert

Geschätzter Wert ohne MwSt.: 0,00 EUR

2.1.4. Allgemeine Informationen

Zusätzliche Informationen: ***Les candidats sont informés que : - les marchés de travaux ont été notifiés en date du 3 juillet 2026 pour les lots 1, 2, 3, 4, 5, 7, 8, 9, 10, 11 et 13, du 6 juillet 2026 pour le lot 6 et du 8 juillet pour le lot 12. - le maître d'ouvrage n'a pas souscrit de CCRD, dès lors l'intégralité des titulaires des marchés de travaux ont fourni une attestation nominative de garantie décennale à hauteur du coût de l'opération, ces dernières seront transmises à

l'assureur à l'issue de la notification, - la date prévisionnelle de déclaration de chantier est fixée fin septembre 2026 (terrassements en octobre, fondations fin octobre). Rappel : les réserves sont acceptables si elles ne dénaturent pas l'économie du présent dossier au sens de l'article VII-b de la circulaire du 24/12/2007 relative à la passation des marchés publics d'assurances. ***Les prestations seront rémunérées par application d'un taux de prime unitaire : l'ensemble des services à exécuter au titre du marché sera rémunéré en application d'un taux exprimé en pourcentage appliqué sur le coût total estimatif de l'opération (travaux + honoraires). Seules les modalités de détermination de la cotisation sont contractualisées (taux). ***Financement : budget de l'agglomération de Grand Paris Sud. ***Paiement : pas d'avance par dérogation aux articles R2191-3 à 19 du code de la commande publique, prix révisables, paiement dans les 30 jours par mandat administratif. ***Forme juridique de l'attributaire La consultation est réservée aux organismes portant et provisionnant les risques objet du marché auquel ils postulent et pour lesquels ils disposent d'un agrément de l'autorité de contrôle nationale dont ils dépendent. Les intermédiaires d'assurance à présenter des opérations d'assurance peuvent également candidater en complément de ces organismes. ***Cas de la coassurance : il est exigé que tous les co-assureurs soient identifiés au stade de la candidature et soient membres du groupement. Il est interdit pour un même opérateur économique de présenter plusieurs offres en agissant à la fois : - En qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements ; - En qualité de membres de plusieurs groupements (sauf pour un risque accessoire au risque principal). Un même opérateur économique ne peut être mandataire de plusieurs groupements pour un même marché. ***Offre de base : Le soumissionnaire propose une offre globale composée de la solution de base et/ ou le cas échéant, des variantes (libres). Les variantes devront être bien identifiées comme telles dans l'offre des candidats, et distinctes de l'offre de base : elles seront présentées en annexe à la solution de base clairement intitulée "solution variante". Les variantes seront accompagnées : 1. d'un dispositif des prescriptions de substitution 2. d'un estimatif en plus ou moins-value 3. d'un rapport indiquant les incidences sur les prestations ***Variantes facultatives Pour le lot 1, les variantes libres peuvent porter sur la nature et les montants de garantie, les exclusions, les franchises, les prestations de service et la partie administrative. Elles ne doivent pas porter atteintes aux éléments intangibles définis au règlement de consultation. Pour le lot 2, les variantes libres peuvent porter sur la nature et les montants de garantie, les exclusions, les franchises, les prestations de service et la partie administrative. Elles peuvent notamment porter sur la responsabilité civile du maître d'ouvrage et la garantie maintenance-visite. Elles ne doivent pas porter atteintes aux éléments intangibles définis au règlement de consultation. ***Formulation de réserves - La solution demandée : il s'agit de la solution optimale sur laquelle les Assureurs peuvent émettre des réserves ne dénaturant pas l'économie du dossier de consultation, au sens de l'article VII-B de la circulaire du 24/12/2007. Cette solution peut intégrer plusieurs formules de franchises par exemple. Le candidat peut, à ses risques et périls, ne pas tarifier l'ensemble de ces formules. Son offre ne sera pas considérée comme incomplète. - Les éléments intangibles : les Assureurs doivent obligatoirement répondre au minimum aux exigences suivantes : o Dommages ouvrage : proposer des garanties équivalentes aux dispositions minimales légales prévues par le code des assurances en matière de dommages ouvrages (clauses types) o Tous risques chantiers : couvrir le risque incendie pendant la période travaux L'assureur indique au moyen de la fiche de réserves les caractéristiques de son offre. Il liste avec précision les réserves appliquées ou joint son projet de contrat. A défaut de respecter les exigences ci-avant, l'offre sera considérée comme irrégulière. Toute variante facultative n'intervient pas dans le classement des offres. Elle sera examinée une fois que l'offre la plus économiquement avantageuse sera identifiée, si le soumissionnaire mieux disant y répond. ***Voies et délais de recours : La présente procédure peut faire l'objet d'un référé

précontractuel (art L5511 du CJA) jusqu'à la signature du contrat. Les candidats évincés peuvent également, une fois le contrat signé, saisir le TA d'un référé contractuel (art L55113 et suivants et R5517 et suivants du CJA) : jusqu'au 31ème jour suivant la publication de l'avis d'attribution, dans un délai de 6 mois à compter du lendemain de la conclusion du contrat (en cas d'absence de publication d'un avis d'attribution). Dans un délai de deux mois à compter de la publication de l'avis d'attribution, les concurrents évincés de la conclusion d'un contrat administratif, ainsi que les tiers, sont recevables à former un recours devant le TA en pleine juridiction contestant la validité de ce contrat ou de certaines de ses clauses, qui en sont divisibles, assorti, le cas échéant, de demandes indemnitaires (Conseil d'Etat, Assemblée, 4 avril 2014, n°358994 Tarn et Garonne). Une requête contestant la validité du contrat peut être accompagnée d'une demande tendant à la suspension de son exécution (art L5211 du CJA). La suspension desdites décisions peut également être demandée devant le juge des référés du même TA (art L5211 du CJA). La requête en référé devra, pour être recevable, être assortie d'un recours au fond. Les candidats évincés peuvent en outre former un recours pour excès de pouvoir contre la décision de signer le contrat, de déclarer sans suite ou contre les clauses réglementaires du contrat dans un délai de 2 mois à compter de la notification ou de la publicité de la décision attaquée. La saisine du tribunal peut s'effectuer par voie dématérialisée par l'application Télérecours citoyens, accessible à partir du site www.telerecours.fr

Rechtsgrundlage:

Richtlinie 2014/24/EU

2.1.5. Bedingungen für die Auftragsvergabe

Bedingungen für die Einreichung:

Höchstzahl der Lose, für die ein Bieter Angebote einreichen kann: 2

Auftragsbedingungen:

Höchstzahl der Lose, für die Aufträge an einen Bieter vergeben werden können: 2

2.1.6. Ausschlussgründe

Quellen der Ausschlussgründe: Auftragsunterlagen

5. Los

5.1. Los: LOT-0001

Titel: Lot 1 : Assurance dommages-ouvrage pour une opération qui dépasse le seuil des 15 000 000 HT

Beschreibung: Lot 1 : Assurance dommages-ouvrage pour une opération qui dépasse le seuil des 15 000 000 HT Le marché prend effet à compter de sa date de notification, et les prestations d'assurances débutent à la date de réception de l'ouvrage et prennent fin à l'expiration de la garantie décennale.

Interne Kennung: 2026M037-01

5.1.1. Zweck

Art des Auftrags: Dienstleistungen

Haupteinstufung (cpv): 66510000 Versicherungen

Zusätzliche Einstufung (cpv): 66515000 Schaden- oder Verlustversicherungen, 66513200 Bauwesenversicherungen

5.1.2. Erfüllungsort

Land, Gliederung (NUTS): Essonne (FR104)

Land: Frankreich

5.1.3. Geschätzte Dauer

Laufzeit: 10 Jahre

5.1.5. Wert

Geschätzter Wert ohne MwSt.: 0,00 EUR

5.1.6. Allgemeine Informationen

Vorbehaltene Teilnahme:

Teilnahme ist nicht vorbehalten.

Auftragsvergabeprojekt nicht aus EU-Mitteln finanziert

Die Beschaffung fällt unter das Übereinkommen über das öffentliche Beschaffungswesen: ja

5.1.9. Eignungskriterien

Quellen der Eignungskriterien: Auftragsunterlagen

5.1.10. Zuschlagskriterien

Kriterium:

Art: Qualität

Beschreibung: Se reporter au 6-2 du RC

Kategorie des Gewicht-Zuschlagskriteriums: Gewichtung (Punkte, genau)

Zuschlagskriterium — Zahl: 50

Kriterium:

Art: Preis

Beschreibung: Se reporter au 6-2 du RC

Kategorie des Gewicht-Zuschlagskriteriums: Gewichtung (Punkte, genau)

Zuschlagskriterium — Zahl: 50

5.1.11. Auftragsunterlagen

Internetadresse der Auftragsunterlagen: https://www.achatpublic.com/sdm/ent/gen/ent_detail.do?PCSLID=CSL_2026_FXtU-KWEwG

5.1.12. Bedingungen für die Auftragsvergabe

Bedingungen für die Einreichung:

Elektronische Einreichung: Erforderlich

Adresse für die Einreichung: https://www.achatpublic.com/sdm/ent/gen/ent_detail.do?PCSLID=CSL_2026_FXtU-KWEwG

Sprachen, in denen Angebote oder Teilnahmeanträge eingereicht werden können: Französisch

Elektronischer Katalog: Nicht zulässig

Varianten: Zulässig

Frist für den Eingang der Angebote: 08/09/2026 12:00:00 (UTC+02:00) Osteuropäische Zeit, Mitteleuropäische Sommerzeit

Dauer, während der das Angebot gültig bleiben muss: 6 Monate

Auftragsbedingungen:

Die Auftragsausführung muss im Rahmen von Programmen für geschützte

Beschäftigungsverhältnisse erfolgen: Nein

Elektronische Rechnungsstellung: Nicht zulässig

Aufträge werden elektronisch erteilt: nein

Zahlungen werden elektronisch geleistet: nein

5.1.15. Techniken

Rahmenvereinbarung:

Keine Rahmenvereinbarung

Informationen über das dynamische Beschaffungssystem:

Kein dynamisches Beschaffungssystem

5.1.16. Weitere Informationen, Schlichtung und Nachprüfung

Überprüfungsstelle: Tribunal administratif de Versailles

Organisation, die weitere Informationen für die Nachprüfungsverfahren bereitstellt: Tribunal administratif de Versailles

5.1. Los: LOT-0002

Titel: Lot 2 : Assurance tous risques chantier et responsabilité civile Le marché prend effet à compter de la notification jusqu'à la réception des travaux (sauf cas particulier de la garantie maintenance visite)

Beschreibung: Lot 2 : Assurance tous risques chantier et responsabilité civile

Interne Kennung: 2026M037-02

5.1.1. Zweck

Art des Auftrags: Dienstleistungen

Haupteinstufung (cpv): 66510000 Versicherungen

Zusätzliche Einstufung (cpv): 66515000 Schaden- oder Verlustversicherungen, 66513200

Bauwesenversicherungen

5.1.2. Erfüllungsort

Land, Gliederung (NUTS): Essonne (FR104)

Land: Frankreich

5.1.3. Geschätzte Dauer

Andere Laufzeit: Unbekannt

5.1.6. Allgemeine Informationen

Vorbehaltene Teilnahme:

Teilnahme ist nicht vorbehalten.

Auftragsvergabeprojekt nicht aus EU-Mitteln finanziert

Die Beschaffung fällt unter das Übereinkommen über das öffentliche Beschaffungswesen: ja

5.1.9. Eignungskriterien

Quellen der Eignungskriterien: Auftragsunterlagen

5.1.10. Zuschlagskriterien

Kriterium:

Art: Qualität

Beschreibung: Se reporter au 6-2 du RC

Kategorie des Gewicht-Zuschlagskriteriums: Gewichtung (Punkte, genau)

Zuschlagskriterium — Zahl: 50

Kriterium:

Art: Preis

Beschreibung: Se reporter au 6-2 du RC

Kategorie des Gewicht-Zuschlagskriteriums: Gewichtung (Punkte, genau)

Zuschlagskriterium — Zahl: 50

5.1.11. Auftragsunterlagen

Internetadresse der Auftragsunterlagen: https://www.achatpublic.com/sdm/ent/gen/ent_detail.do?PCSLID=CSL_2026_FXtU-KWEwG

5.1.12. Bedingungen für die Auftragsvergabe

Bedingungen für die Einreichung:

Elektronische Einreichung: Erforderlich

Adresse für die Einreichung: https://www.achatpublic.com/sdm/ent/gen/ent_detail.do?PCSLID=CSL_2026_FXtU-KWEwG

Sprachen, in denen Angebote oder Teilnahmeanträge eingereicht werden können: Französisch

Elektronischer Katalog: Nicht zulässig

Varianten: Zulässig

Frist für den Eingang der Angebote: 08/09/2026 12:00:00 (UTC+02:00) Osteuropäische Zeit, Mitteleuropäische Sommerzeit

Dauer, während der das Angebot gültig bleiben muss: 6 Monate

Auftragsbedingungen:

Die Auftragsausführung muss im Rahmen von Programmen für geschützte

Beschäftigungsverhältnisse erfolgen: Nein

Elektronische Rechnungsstellung: Nicht zulässig

Aufträge werden elektronisch erteilt: nein

Zahlungen werden elektronisch geleistet: nein

5.1.15. Techniken**Rahmenvereinbarung:**

Keine Rahmenvereinbarung

Informationen über das dynamische Beschaffungssystem:

Kein dynamisches Beschaffungssystem

5.1.16. Weitere Informationen, Schlichtung und Nachprüfung

Überprüfungsstelle: Tribunal administratif de Versailles

Organisation, die weitere Informationen für die Nachprüfungsverfahren bereitstellt: Tribunal administratif de Versailles

8. Organisationen**8.1. ORG-0001**

Offizielle Bezeichnung: CA GRAND PARIS SUD SEINE ESSONNE SENART

Registrierungsnummer: 20005922800011

Postanschrift: 500 place des Champs-Élysées - BP 62

Stadt: Evry cedex

Postleitzahl: 91054

Land, Gliederung (NUTS): Essonne (FR104)

Land: Frankreich

E-Mail: commande.publique@grandparissud.fr

Telefon: 0169915858

Endpunkt für den Informationsaustausch (URL): https://www.achatpublic.com/sdm/ent/gen/ent_detail.do?PCSLID=CSL_2026_FXtU-KWEwG

Profil des Erwerbers: <https://www.achatpublic.com/sdm/ent2/gen/index.jsp>

Rollen dieser Organisation:

Beschaffer

8.1. ORG-0002

Offizielle Bezeichnung: Tribunal administratif de Versailles

Registrierungsnummer: 177800059

Postanschrift: 56 avenue de Saint-Cloud

Stadt: Versailles

Postleitzahl: 78011

Land, Gliederung (NUTS): Yvelines (FR103)

Land: Frankreich

Kontaktperson: <http://versailles.tribunaladministratif.fr/Demarchesprocedures>

E-Mail: greffe.taversailles@juradm.fr

Telefon: 01 39 20 54 00

Fax: 01 39 20 54 87

Rollen dieser Organisation:

Überprüfungsstelle

Organisation, die weitere Informationen für die Nachprüfungsverfahren bereitstellt

Informationen zur Bekanntmachung

Kennung/Fassung der Bekanntmachung: de06b7a1-b46b-47b3-85de-3d78f7b95255 - 01

Formulartyp: Wettbewerb

Art der Bekanntmachung: Auftrags- oder Konzessionsbekanntmachung – Standardregelung

Unterart der Bekanntmachung: 16

Datum der Übermittlung der Bekanntmachung: 16/07/2026 18:41:26 (UTC+02:00)

Osteuropäische Zeit, Mitteleuropäische Sommerzeit

Sprachen, in denen diese Bekanntmachung offiziell verfügbar ist: Französisch

Veröffentlichungsnummer der Bekanntmachung: 498098-2026

ABl. S – Nummer der Ausgabe: 137/2026

Datum der Veröffentlichung: 20/07/2026